

Finance durable : tous les chemins mènent à Genève

Laurent Ramsey, associé-gérant Pictet & Cie SA et coresponsable de Pictet Asset Management, Genève

Vice-Président de la Fondation Genève Place Financière
Genève, le 6 octobre 2020 - *Seul le texte prononcé fait foi.*

Mesdames, Messieurs,

J'ai le plaisir d'aborder avec vous un sujet qui me tient particulièrement à cœur, à savoir celui de la finance durable. Si le même thème m'avait été confié il y a quelques années seulement, j'aurais sans doute dû me contenter d'un discours orienté sur des grands principes. Aujourd'hui, je peux me montrer beaucoup plus optimiste, concret et constructif, en plein accord avec mes convictions.

Cela démontre que les mentalités ont évolué et que la nécessité d'une transition vers une économie plus résiliente et durable est maintenant unanimement reconnue au sein de la Place financière genevoise.

Bien sûr, tout n'est pas parfait et des progrès restent à faire. Mais l'adoption de nouveaux modèles et standards est en cours. Il faut susciter, accompagner, et accélérer ce changement.

Les acteurs de la Place donnent l'exemple

Les entreprises de la Place financière doivent elles-mêmes donner l'exemple pour être crédibles face à leurs clients et pour pouvoir attirer de jeunes talents pour qui la durabilité est primordiale.

Cela passe en premier lieu par l'impact environnemental des bâtiments. Déjà par le passé, plusieurs établissements genevois ont investi dans des projets énergétiquement neutres. Cette tendance va s'accélérer dans le cadre des grands chantiers déjà en cours ou à venir.

Par ailleurs, les engagements philanthropiques des banques et établissements financiers de la Place se fondent depuis des années sur une tradition solidement ancrée, expression de « l'Esprit de Genève ». L'implication dans des projets visant des buts environnementaux, sociaux et liés à la santé, par exemple, concrétise cette quête de durabilité.

Les collaboratrices et les collaborateurs sont régulièrement impliqués dans de tels projets. Ils sont également encouragés à en développer eux-mêmes.

Ces différentes actions menées au sein des entreprises sont louables et certes nécessaires, mais elles ne sont pas suffisantes pour atteindre le but visé. L'impact le plus matériel doit venir de la mobilisation du capital géré par la Place financière pour le compte de ses clients.

Une offre ambitieuse de produits et de solutions durables...

Pour accélérer la transition, il faut que les investissements de la clientèle répondent à des critères de durabilité. A cet égard, il existe à l'heure actuelle à peu près autant de grilles de lecture, de terminologie et de stratégies que d'établissements. Certains crient au « Greenwashing » en estimant que certaines de ces approches ne sont pas assez strictes, voire même complaisantes.

Nonobstant cela, réjouissons-nous de la prise de conscience collective à laquelle nous assistons et l'accélération de ce mouvement.

Ne perdons pas aussi de vue à ce propos que la notion de « finance durable » est relativement récente, même si l'on assiste à une croissance fulgurante. Des standards reconnus vont se mettre en place, par le biais d'une concertation entre les prestataires de services, les clients, les autorités de surveillance et le monde politique, au plan suisse et international.

Il est important de souligner que les établissements bancaires et financiers genevois sont déjà nombreux à avoir signé les Principes de gestion responsable des Nations Unies.

On peut constater différentes stratégies d'investissements que ces établissements ont développées :

- L'approche « **best in class** » destinée à sélectionner les entreprises les plus responsables par secteur.
- L'approche **d'inclusion ou d'intégration** qui elle vise à orienter le capital vers les entreprises qui démontrent leur impact positif sur la société ou l'environnement. Il convient également de prendre en considération les sociétés qui transitionnent en diminuant activement l'impact négatif de leurs opérations.
- Il y a aussi **l'approche thématique** qui investit dans des entreprises fournissant des produits ou services qui sont des solutions aux problématiques sociale ou environnementales.
- Les stratégies **d'exclusion** sont également pratiquées, notamment par les fournisseurs d'index. Dans ce contexte, il faut citer l'initiative lancée par Swiss Sustainable Finance (SSF) en 2018 afin que les principaux index excluent les entreprises liées aux armes non-conventionnelles. Cette démarche a été très fortement soutenue puisqu'elle a récolté plus de 170 adhésions à travers le monde, représentant plus de USD 9 trilliards d'actifs. Conséquence de quoi un dialogue avec les fournisseurs d'indices a été établi sur ce sujet.

Mais l'exclusion n'est pas forcément la panacée. Être un **actionnaire actif et engagé** doit devenir la règle et permettre, par le biais de l'exercice systématique des droits de vote, d'un dialogue direct ou d'une coalition d'investisseurs, d'influer sur le comportement de sociétés dont l'impact ne correspond pas aux attentes. Citons ici l'initiative Climate Action 100+ qui a été lancée en décembre 2017 et réunit à ce jour plus de 500 investisseurs au niveau mondial, représentant plus de USD 47 trilliards d'actifs. Cette démarche a pour but d'amener les plus grandes entreprises émettrices de gaz à effet de serre à prendre les mesures nécessaires pour tenir compte du changement climatique.

La Swiss Sustainable Investment Market Study 2020 publiée par SSF fournit un éclairage intéressant sur les différentes approches appliquées dans l'allocation durable des actifs. L'intégration des facteurs ESG arrive en tête des stratégies, suivie par l'exclusion et l'engagement. L'impact investing ferme la marche, mais connaît la croissance la plus forte entre 2018 et 2019 avec une hausse de 209%.

...Qui doit être accompagnée d'un cadre de formation adéquat

Le dynamisme des établissements bancaires et financiers suisses et genevois dans la mise en place de stratégie ESG et de produits conformes aux principes de la finance durable, doit aussi s'accompagner d'une formation adéquate des collaboratrices et des collaborateurs, et cela à tous les niveaux et à chaque étape de leur carrière. Ainsi, la durabilité doit être inscrite aussi bien dans la formation de base que dans le cursus universitaire et la formation continue.

Les collaboratrices et les collaborateurs doivent maîtriser ces outils afin de pouvoir les proposer en toute connaissance de cause à la clientèle. La réforme de la formation professionnelle pour le CFC d'employé de commerce dans le domaine bancaire, qui est actuellement en cours, devra impérativement inclure des modules consacrés à la finance durable. De son côté, la Haute école de

Genève a mis sur pied un Certificate of Advanced Studies (CAS) en finance durable. Enfin, la certification SAQ pour les conseillers à la clientèle, qui fait office de standard sur le marché, prévoit aussi d'intégrer cette dimension de durabilité dans ses contenus.

...Et une demande qui doit être davantage stimulée

En dirigeant les flux financiers vers des activités durables, le secteur financier apporte sa pierre à la transformation des marchés et à l'élaboration des modèles économiques de demain.

En Suisse, le total des actifs sous gestion frôlait la barre des CHF 7'000 milliards fin 2018. Ces montants considérables proviennent notamment des dépôts des particuliers et des entreprises ou encore des avoirs de prévoyance des caisses de pension. Les statistiques publiées par SSF sont encourageantes. En effet, il s'avère que le volume des placements durables effectués en Suisse a progressé de 62% entre 2018 et 2019, pour atteindre environ CHF 1'100 milliards. Sur cette masse, les investisseurs institutionnels représentent 79%, contre 21% pour les investisseurs privés.

La finance durable est l'affaire de tous

En voyant de nombreuses initiatives fleurir tant du côté de l'offre que de celui de la demande, on pourrait être tenté de parler de cacophonie.

Or, il n'en est rien. Pour s'en convaincre, il suffit de prendre en considération l'accélération spectaculaire du mouvement destiné à fournir un cadre cohérent à la finance durable dans notre pays qui s'est produite durant le seul mois de juin 2020.

En l'espace de 15 jours, les structures faîtières de la Place financière ont publié des textes fondamentaux pour positionner la Suisse en tant que pôle international incontournable. Le 4 juin, l'ASB a diffusé un « Guide pour l'intégration des facteurs ESG dans le processus de conseil auprès des clients privés ». Le 16 juin, la SFAMA et SSF ont conjointement rendu public des Recommandations pour un Asset management durable. Le 26 juin, c'était au tour du Conseil fédéral d'adopter des Lignes directrices concernant le développement durable dans le secteur financier.

On constate que les principes et les objectifs énoncés par le Conseil fédéral se retrouvent de manière concrète dans les publications de l'ASB, de SSF et de la SFAMA. Citons notamment la transparence, la bonne gouvernance, la gestion des risques, en particulier du risque climatique, la qualité du reporting et, enfin, la formation adéquate. Ainsi, le Conseil fédéral fixe un cadre général dont la concrétisation est laissée aux acteurs de la branche.

Dans cet exercice, on ne peut pas faire abstraction des processus réglementaires en cours dans l'Union européenne, qui reste notre principal partenaire commercial. L'UE a adopté un « Action Plan » qui est en train d'être concrétisé.

La Suisse ne doit pas réinventer la roue, mais plutôt s'inspirer du cadre réglementaire européen et l'appliquer à la sauce helvétique, en évitant tout Swiss Finish qui imposerait des règles plus strictes que celles en vigueur chez nos voisins. A défaut, notre pays s'infligerait inutilement un désavantage compétitif dans un domaine prometteur.

Genève : hub de la finance durable

Dans ce paysage en pleine construction, quelle est la place de Genève ?

Notre canton occupe un positionnement exceptionnel. Il regroupe sur son sol à la fois les organisations internationales, de grandes fondations privées, un secteur académique de pointe et des compétences financières hors du commun.

Genève est notamment la patrie des Objectifs de développement durable de l'ONU fournissant 17 clés destinées à répondre aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés. Une juste allocation des flux financiers est susceptible de contribuer à leur concrétisation.

La collaboration entre ces différents acteurs a conduit en 2019 à la mise sur pied de la première édition de « Building Bridges », un sommet visant à créer des ponts entre les deux rives du lac, entre la Genève internationale et la Genève financière. Le succès rencontré par cet événement a convaincu les initiateurs de ce projet à organiser une seconde édition en 2021.

La Suisse a constaté qu'il se passait quelque chose d'unique dans l'écosystème genevois. C'est pourquoi la Confédération participe de manière déterminante à ce mouvement. Mais cette prise de conscience ne s'arrête pas là. L'Association Suisse des Banquiers (ASB) s'est jointe à cette dynamique en créant en juin 2020 une antenne à Genève, dans les bureaux de notre Fondation, dédiée principalement à la finance durable. Le pôle de compétences genevois se retrouve ainsi encore renforcé.

Pour illustrer de manière concrète ces synergies, j'ai le plaisir de céder maintenant la parole à Alexandre Roch, qui représente l'ASB à Genève.